

# Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	<b>23.04.2024</b>
Thème	<b>Sans restriction</b>
Mot-clés	<b>Encouragement à investir</b>
Acteurs	<b>Sans restriction</b>
Type de processus	<b>Sans restriction</b>
Date	<b>01.01.1998 - 01.01.2018</b>

# Imprimer

## Éditeur

Année Politique Suisse  
Institut für Politikwissenschaft  
Universität Bern  
Fabrikstrasse 8  
CH-3012 Bern  
[www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss)

## Contributions de

Bernhard, Laurent  
Bieri, Niklaus  
Burgos, Elie  
Caroni, Flavia  
Clivaz, Romain  
Dürrenmatt, Nico  
Freymond, Nicolas  
Hirter, Hans  
Pasquier, Emilia  
Schär, Suzanne  
Zumbach, David  
Zumofen, Guillaume

## Citations préféré

Bernhard, Laurent; Bieri, Niklaus; Burgos, Elie; Caroni, Flavia; Clivaz, Romain; Dürrenmatt, Nico; Freymond, Nicolas; Hirter, Hans; Pasquier, Emilia; Schär, Suzanne; Zumbach, David; Zumofen, Guillaume 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Encouragement à investir, 1999 - 2017*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. [www.anneepolitique.swiss](http://www.anneepolitique.swiss), téléchargé le 23.04.2024.

# Sommaire

<b>Chronique générale</b>	1
<b>Eléments du système politique</b>	1
Structures fédéralistes	1
Collaboration intercantonale	1
Villes, régions, communes	1
<b>Politique étrangère</b>	1
Relations avec d'autres Etats	1
Politique économique extérieure	2
<b>Economie</b>	2
Politique économique	2
Situation et politique conjoncturelle	2
Politique structurelle	2
Droit des sociétés	7
Ordre économique	7
Crédit et monnaie	7
Assurances	7
<b>Infrastructure et environnement</b>	7
Energie	7
Politique énergétique	7
Réseau et distribution	8
Energies alternatives	8
<b>Politique sociale</b>	9
Assurances sociales	9
Prévoyance professionnelle	9

## Abréviations

<b>SECO</b>	Staatssekretariat für Wirtschaft
<b>UREK-NR</b>	Kommission für Umwelt, Raumplanung und Energie des Nationalrates
<b>WAK-SR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Ständerates
<b>OECD</b>	Organisation für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung
<b>BFE</b>	Bundesamt für Energie
<b>EICom</b>	Eidgenössische Elektrizitätskommission
<b>BLW</b>	Bundesamt für Landwirtschaft
<b>FINMA</b>	Eidgenössische Finanzmarktaufsicht
<b>EU</b>	Europäische Union
<b>EVD</b>	Eidgenössisches Departement für Wirtschaft, Bildung und Forschung
<b>KTI</b>	Kommission für Technologie und Innovation
<b>KEV</b>	Kostendeckende Einspeisevergütung
<b>SBB</b>	Schweizerische Bundesbahnen
<b>WAK-NR</b>	Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats
<b>NFA</b>	Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung

---

<b>SECO</b>	Secrétariat d'Etat à l'économie
<b>CEATE-CN</b>	Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie du Conseil national
<b>CER-CE</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil des Etats
<b>OCDE</b>	Organisation de coopération et de développement économiques
<b>OFEN</b>	Office fédéral de l'énergie
<b>EICom</b>	Commission fédérale de l'électricité
<b>OFAG</b>	Office fédéral de l'agriculture
<b>FINMA</b>	Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers
<b>UE</b>	Union européenne
<b>DFE</b>	Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche
<b>CTI</b>	Commission pour la technologie et l'innovation
<b>RPC</b>	Rétribution à prix coûtant du courant injecté
<b>CFF</b>	Chemins de fer fédéraux suisses
<b>CER-CN</b>	Commission de l'économie et des redevances du Conseil national
<b>RPT</b>	Réforme de la péréquation et de la répartition des tâches

# Chronique générale

## Eléments du système politique

### Structures fédéralistes

#### Collaboration intercantonale

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 08.10.1999  
HANS HIRTER

Der Bundesrat beantragte dem Parlament einen Rahmenkredit von CHF 39 Mio. für den Zeitraum 2000-2006, um eine Beteiligung der Schweiz an der Initiative **INTERREG III** der Europäischen Union (EU) zu gewährleisten. Die von der Europäischen Kommission zum Zeitpunkt der Publikation der Botschaft noch nicht definitiv verabschiedete Initiative stellt eine Fortsetzung der 1999 auslaufenden INTERREG II dar. Die grenzüberschreitende Zusammenarbeit im regionalen Rahmen hat sich nach Ansicht des Bundesrates sowohl aus raumordnungs- als auch als integrationspolitischen Gründen derart gut bewährt, dass sich die Schweiz unbedingt weiterhin daran beteiligen sollte. Der Nationalrat stimmte dem Antrag bei einer Gegenstimme (Steinemann, fp, SG) zu; in der Schlussabstimmung sprachen sich auch noch einige Vertreter der Zürcher SVP dagegen aus. Im Ständerat erfolgte die Zustimmung einhellig.<sup>1</sup>

#### Villes, régions, communes

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 06.10.2006  
HANS HIRTER

Auf Antrag des Bundesrates verlängerte das Parlament die Rechtsgrundlage für die Förderung der Beteiligung der Schweiz an der EU-Initiative für die grenzüberschreitende, transnationale und interregionale Zusammenarbeit (**INTERREG III**) um weitere zwei Jahre bis Ende 2008.<sup>2</sup>

## Politique étrangère

### Relations avec d'autres Etats

RELATIONS INTERNATIONALES  
DATE: 25.10.2002  
ROMAIN CLIVAZ

Le **Président soudanais Omer Hassan Ahmed Al-Bashir** a saisi l'occasion de sa visite en Suisse pour évoquer les perspectives de paix au Soudan. La Suisse a coprésidé, avec les Etats-Unis, les négociations d'un accord de cessez-le-feu dans les Monts Noubas (Soudan) en début d'année (voir section bons offices). Un accord de protection et de promotion des investissements a été signé.<sup>3</sup>

RELATIONS INTERNATIONALES  
DATE: 09.12.2003  
ROMAIN CLIVAZ

Un **accord sur la protection des investissements** a été signé à l'occasion de la visite à Berne du **ministre libyen des affaires étrangères** Abdulrahman Mohamed Shalgam. Il est destiné à assurer une plus grande sécurité juridique des investissements suisses sur place.<sup>4</sup>

RELATIONS INTERNATIONALES  
DATE: 16.01.2008  
ELIE BURGOS

En janvier, le Conseil fédéral a présenté son message concernant l'accord entre la Confédération suisse et la République du Kenya concernant la **promotion et la protection réciproques des investissements**.<sup>5</sup>

RELATIONS INTERNATIONALES  
DATE: 16.01.2008  
ELIE BURGOS

En janvier, le Conseil fédéral a présenté son message relatif à l'accord entre la Confédération suisse et la République arabe syrienne concernant la **promotion et la protection réciproques des investissements**.<sup>6</sup>

OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL  
DATE: 06.03.2012  
EMILIA PASQUIER

L'approbation d'un accord concernant la **promotion et la protection réciproque des investissements** avec **Trinité-et-Tobago** a fait l'objet d'une minorité rouge-verte au Conseil national. La minorité a proposé de renvoyer le texte au Conseil fédéral afin que les points suivants soient renégociés: les conditions de la procédure d'arbitrage, la possibilité de déroger à la clause de la nation la plus favorisée par un pays hôte, la promotion du développement durable, le respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux des travailleurs et le transfert des capitaux. La proposition de minorité a été rejetée malgré le soutien du bloc rouge-vert. L'accord a ainsi été approuvé par 132

voix contre 45 au Conseil national et à l'unanimité moins 2 voix au Conseil des Etats.<sup>7</sup>

#### OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL

DATE: 07.03.2012  
EMILIA PASQUIER

Deux propositions de minorité ont été déposées lors de l'approbation **d'un accord concernant la promotion et la protection réciproque des investissements** avec le **Kosovo**. Déposée par les socialistes et les écologistes, la première minorité a proposé de renvoyer le projet au Conseil fédéral pour renégocier les points suivants: les conditions de la procédure d'arbitrage, la possibilité de déroger à la clause de la nation la plus favorisée par un pays hôte, la promotion du développement durable, le respect des droits de l'homme et des droits fondamentaux des travailleurs et le transfert des capitaux. La deuxième proposition Müller (verts, AG) a demandé le renvoi du projet au Conseil fédéral afin que celui-ci oblige le gouvernement kosovar à respecter ses engagements internationaux, notamment à coopérer aux enquêtes sur les crimes de guerre, le respect des minorités et la corruption. En dépit du soutien de leur groupe, les deux propositions ont été rejetées. Au vote final, la chambre basse a accepté l'arrêté par 134 voix contre 49, la chambre haute par 25 voix et 2 abstentions.<sup>8</sup>

#### Politique économique extérieure

#### OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL

DATE: 12.06.2006  
ELIE BURGOS

Le Conseil fédéral a présenté son message relatif à cinq projets d'arrêtés fédéraux concernant les **accords de promotion réciproque des investissements** avec la Serbie-Monténégro, le Guyana, l'Azerbaïdjan, l'Arabie Saoudite et la Colombie. En fin d'année, le Conseil des Etats, en tant que premier conseil, a ratifié ces cinq accords à l'unanimité.<sup>9</sup>

#### OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL

DATE: 12.06.2007  
ELIE BURGOS

Le Conseil national a suivi la décision du Conseil des Etats et approuvé sans discussion les cinq **accords de promotion réciproque des investissements** avec la Serbie-Monténégro, le Guyana, l'Azerbaïdjan, l'Arabie Saoudite et la Colombie présentés aux chambres en 2006.<sup>10</sup>

## Economie

### Politique économique

#### Situation et politique conjoncturelle

#### DÉBAT PUBLIC

DATE: 01.03.2017  
GUILLAUME ZUMOFEN

Lors de la conférence annuelle de **Swissmem**, **Hans Hess**, président de cette association de l'industrie des machines, des équipements électriques et des métaux suisses, a affirmé qu'étant donné le franc fort le secteur de l'industrie et du commerce était incapable d'effectuer des investissements pourtant nécessaires pour leur futur. Ainsi, les PME helvétiques peinent à se financer. Cette situation est problématique, selon lui, car la structure de l'économie helvétique repose sur ces petites et moyennes entreprises. Il estime que les répercussions à long-terme pourraient être grave.<sup>11</sup>

#### Politique structurelle

#### RELATIONS INTERNATIONALES

DATE: 31.12.1999  
HANS HIRTER

Die **bilateralen Verträge** mit der EU werden in Zukunft den grenzüberschreitenden wirtschaftlichen Wettbewerb fördern. So werden Gewerbebetriebe neunzig statt nur acht Tage pro Jahr **genehmigungsfrei jenseits der Grenze arbeiten** dürfen. Namentlich in Regionen, wo im benachbarten Ausland wesentlich tiefere Löhne bezahlt werden (Westschweiz, Tessin), wuchs deshalb die Angst um die Erhaltung der einheimischen Kleinunternehmen und ihrer Arbeitsplätze. Der jurassische Nationalrat Lachat (cvp) verlangte mit einer Motion vom Bundesrat zusätzliche regionalpolitische Interventionen zugunsten dieser Regionen. Insbesondere forderte er vom Bund Mithilfe beim Ausbau der Infrastrukturen und des Bildungsangebots, sowie eine Verlagerung von Bundesstellen in diese Gebiete. Der Bundesrat stellte in seiner Antwort die positiven Auswirkungen der verstärkten Konkurrenz, von welcher auch Firmen in den Grenzregionen profitieren würden, in den Vordergrund. Seiner Ansicht nach drängen sich zusätzlich zu den vom Parlament beschlossenen flankierenden Massnahmen gegen Lohndumping und den bestehenden Regionalförderungsprogrammen wie Investitionshilfegesetz, Regio plus oder INTERREG keine neuen Massnahmen auf. Auf seinen Antrag wurde der Vorstoss als Postulat überwiesen.<sup>12</sup>

**MOTION**  
DATE: 05.10.2000  
HANS HIRTER

Die Liberalisierung der früheren Staatsmonopolbereiche Eisenbahnverkehr, Post und Telekommunikation und die damit verbundenen Anpassungen der dort tätigen staatlichen Betriebe an die verschärfte Wettbewerbssituation wirkt sich tendenziell negativ auf die Randgebiete aus. Vorläufig waren die Auswirkungen vor allem beim in diesen Regionen ohnehin prekären Arbeitsplatzangebot spürbar, später könnte es auch Nachteile bei der Einrichtung neuer **Infrastrukturen** im Kommunikationsbereich und eine Differenzierung der Preisstruktur (sprich Verteuerung der Leistungen in peripheren oder dünn besiedelten Gebieten) geben. Von verschiedener Seite wurde deshalb die Idee eines sogenannten nationalen **Kohäsionsfonds** ins Spiel gebracht. Gemäss einer parlamentarischen Initiative Tschäppät (sp, BE; 99.449) soll dieser Fonds aus den Dividenden des Bundes aus seinen Anteilen bei SBB, Swisscom und Post gespiesen werden und Konversions- und Innovationsprojekte im Infrastrukturbereich in den Randregionen finanzieren. Der Nationalrat lehnte diesen von der Linken und etwa der Hälfte der CVP-Fraktion unterstützten Vorschlag mit 88:84 Stimmen ab. Standesinitiativen mit ähnlichem Inhalt hatten auch die Kantone Graubünden, Schaffhausen, Tessin und Wallis eingereicht. Auf Antrag seiner Kommission gab ihnen der Ständerat keine Folge. Eine wichtige Begründung war die, dass ein solcher Fonds mit seiner Zweckbindung zu starr wäre. Da der Rat dem Anliegen der peripheren Kantone aber seine Berechtigung zuerkannte, überwies er eine Motion für die flächendeckende Versorgung des Landes mit öffentlichen Infrastrukturen (sogenannter Service public). Der Nationalrat hatte bereits vorher, im Rahmen der Debatte über die Legislaturplanung 1999-2003, eine ähnliche, auch vom Ständerat übernommene Kommissionemotion (00.3215) gutgeheissen. Der Bundesrat reagierte im Sommer mit der Ankündigung, dass er dem Parlament einen **Kredit von 80 Mio Fr.** für vier Jahre zugunsten von Regionen beantragen werde, welche durch die Privatisierung der öffentlichen Betriebe besonders stark von Arbeitsplatzabbau betroffen sind. Die Mittel sollen gezielt zur verbesserten Stellenvermittlung und Umschulung, zur Förderung von Unternehmensgründungen, zur Vermittlung von Gebäuden und zur Ankerbelung von innovativen Tourismusprojekten eingesetzt werden. Nach den Plänen der Regierung soll aber kein neues regionalpolitisches Instrumentarium geschaffen, sondern die Kassen der bestehenden (IHG, Nachfolge des Bonny-Beschlusses, Innovation im Tourismus) belastet werden. Der Nationalrat überwies nach dieser Ankündigung ein Postulat Robbiani (cvp, TI; 00.3442), welches den Bundesrat auffordert, eine Strategie zur Unterstützung dieser Regionen vorzulegen.<sup>13</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**  
DATE: 17.12.2000  
HANS HIRTER

Im Herbst schlug der Bundesrat eine Verlängerung und Modernisierung des Mitte 2001 auslaufenden Beschlusses zugunsten **wirtschaftlicher Erneuerungsgebiete** (ehemaliger „Bonny-Beschluss“) vor. In einer Evaluation strich er den Wert dieser staatlichen Hilfe (Zinskostenbeiträge, Bürgschaften und Steuererleichterungen) für die Ansiedlung von namentlich ausländischen Betrieben in Randregionen heraus. Rund 100 Investitionsvorhaben seien auf diese Weise seit 1996 gefördert worden. Diese Massnahmen seien um so wichtiger, als die Deregulierung wichtiger Infrastrukturmärkte (Post, Telekommunikation, öffentlicher Verkehr) für die strukturschwachen Regionen zusätzliche Probleme bringen könnte. Als neues Element soll die Förderung von überbetrieblichen und überregionalen Projekten und Institutionen aufgenommen werden. In der Vernehmlassung hatten sich die SVP sowie die Unternehmervverbände aus ordnungspolitischen Gründen gegen eine Verlängerung dieses Programms ausgesprochen. Die Westschweizer Kantone inkl. Bern und Solothurn hatten sich in einer gemeinsamen Eingabe für eine Weiterführung eingesetzt. Der Ständerat hiess das Geschäft einstimmig gut. Dabei nahm er die vom Bundesrat gestrichenen Zinskostenbeiträge wieder in den Beschluss auf. Während der Debatte gab der Bundesrat bekannt, dass in Zukunft weniger die aktuelle Arbeitslosenzahl als vielmehr die Unterversorgung einer Region mit modernen Infrastrukturen ein Kriterium für die Begünstigung sein werde.<sup>14</sup>

**MOTION**  
DATE: 05.03.2001  
HANS HIRTER

Der Nationalrat befasste sich in der Frühjahrsession mit den Forderungen nach der Einrichtung eines aus den Gewinnen der Swisscom gespiesenen sogenannten **Kohäsionsfonds**. Diese Mittel sollten in besonders vom Arbeitsplatzabbau der SBB, der Post und der Swisscom betroffenen Randregionen eingesetzt werden, um Umschulungen und Innovationsprojekte zu fördern. Der Rat gab den von der SP unterstützten entsprechenden Standesinitiativen der Kantone Graubünden, Schaffhausen, Tessin und Wallis keine Folge. Keinen Widerstand gab es gegen die Überweisung der Motion des Ständerats aus dem Jahr 2000, welche eine flächendeckende Versorgung des Landes mit öffentlichen Infrastrukturen fordert. Das Parlament hatte im Vorjahr (siehe oben)

einen auf vier Jahre befristeten und mit 80 Mio Fr. dotierten Aktionsplan für die Abfederung von wirtschaftlichen Härten in Randregionen infolge von Arbeitsplatzreduktionen bei den staatsnahen Betrieben beschlossen. Diese Mittel dienen zur Aufstockung der im Rahmen der bestehenden Regionalförderungsprogramme zur Verfügung stehenden Gelder.<sup>15</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**

DATE: 12.04.2003

HANS HIRTER

Spätestens seit ihrer 1996 vorgestellten Analyse der Regionalpolitik ist die Landesregierung von der Notwendigkeit einer neuen strategischen Ausrichtung überzeugt. Zu diesem Zweck hatte das Seco eine Expertenkommission mit der Ausarbeitung von **neuen Strategien und Mitteln für die Regionalpolitik** eingesetzt. Dieser Bericht mit dem Titel „Neue Regionalpolitik“ wurde im Februar des Berichtsjahres abgeliefert. Der Bundesrat beauftragte das EVD, gestützt auf diesen Expertenbericht einen Vorschlag für eine Neuorientierung zuhanden einer Vernehmlassung auszuarbeiten. Gemäss den Leitideen des Bundesrates soll die Berggebietsförderung auch in Zukunft beibehalten werden. Das Schwergewicht soll jedoch, wie es die Expertenkommission in ihrem Bericht verlangt hatte, von der Unterstützung bei der Bereitstellung von Infrastrukturen hin zur Schaffung von Anreizen für die Ansiedelung von wettbewerbsfähigen und wertschöpfungsintensiven Arbeitsplätzen verlagert werden. Damit die Interessen der Bergregionen und generell der ländlichen Gebiete besser koordiniert werden und sie neben den Kantonen direkt mit den Bundesstellen in Kontakt treten können, verlangte Ständerat Stadler (cvp, UR; 03.3136) die Schaffung einer Konferenz des ländlichen Raums und der Berggebiete, analog zu einer 2001 ins Leben gerufenen Institution für die städtischen Agglomerationen. Dieses Postulat wurde vom Bundesrat nicht bekämpft und vom Rat ohne Gegenstimme überwiesen.<sup>16</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**

DATE: 17.11.2004

HANS HIRTER

Mit einem auf zehn Jahre befristeten Bundesbeschluss hatte das Parlament 1995 die rechtlichen Voraussetzungen für die finanzielle Unterstützung des **Standortmarketings** der Schweiz (durchgeführt durch die Organisation „Standort Schweiz“) geschaffen. Gemeinsam mit den Kantonen wirbt diese Organisation bei Investoren im Ausland für die **Unternehmensansiedelung in der Schweiz**. Um diese Arbeit fortführen zu können, beantragte der Bundesrat im Berichtsjahr, ein Bundesgesetz zur „Förderung der Information über den Unternehmensstandort Schweiz“ zu schaffen und für die Jahre 2006 und 2007 einen Rahmenkredit von maximal 9,8 Mio Fr. zu bewilligen. In der Vernehmlassung hatten sich Economiesuisse und die SVP gegen die Fortführung dieses Projekts ausgesprochen und eine bessere Koordination der Aktivitäten der übrigen sich mit der Imagepflege der Schweiz im Ausland betrauten Organisationen (Exportförderung, Pro Helvetia, Schweiz Tourismus) verlangt.<sup>17</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**

DATE: 11.12.2004

HANS HIRTER

Nachdem der **Expertenentwurf für eine neue Regionalpolitik** verwaltungsintern überarbeitet worden war, gab der Bundesrat die Vorlage im Mai in die Vernehmlassung. Wie aus dem Expertenentwurf bekannt, will der Bund nicht mehr den Bau von einzelnen Infrastrukturprojekten (z.B. Skilifte, Mehrzweckhallen) in den strukturschwachen Regionen mitfinanzieren, sondern Anschubfinanzierungen für Projekte leisten, welche die Unternehmen in den Regionen gemeinsam konkurrenzfähiger machen. Konkret würde beispielsweise der Aufbau von Vermarktungs- und Technologie- resp. Ausbildungszentren gestützt, von deren Leistungen die ansässigen Unternehmen profitieren könnten. Derartige Starthilfe soll nicht nur in Berggebieten, sondern auch in Agglomerationen und grenznahen Regionen ausgerichtet werden. Überhaupt keine Bundeshilfe mehr würden hingegen einzelne Bergtäler erhalten, deren Wirtschaft über kein Entwicklungspotential verfügt. Nicht mehr weitergeführt werden soll auch der sogenannte Bonny-Beschluss, der in strukturschwachen Regionen einzelnen Unternehmen mit Bundesmitteln unter die Arme greift. Für diese neue Regionalpolitik gedenkt der Bundesrat etwa gleich viel Geld einzusetzen wie bisher, d.h. rund CHF 70 Mio. pro Jahr. In der Vernehmlassung äusserten sich die Bergkantone, die meisten Kantone der Westschweiz und auch die SVP ablehnend; ihrer Meinung nach muss sich die Hilfe weiterhin ausschliesslich auf Berggebiete konzentrieren. Die geringe Unterstützung für die Vernehmlassungsvorlage veranlasste den Bundesrat, eine Arbeitsgruppe zur Überarbeitung des Projekts einzusetzen. In dieser sind die Kantone prominent vertreten.<sup>18</sup>

Nach der doch recht massiven Kritik am Vernehmlassungsentwurf im Vorjahr befasste sich eine Arbeitsgruppe mit starker Kantonsbeteiligung mit der von der Landesregierung geplanten neuen Regionalpolitik. Diese Arbeitsgruppe sorgte dafür, dass entgegen der ursprünglichen Absicht des Bundesrats gewisse Instrumente der bisherigen Regionalpolitik beibehalten wurden. Nicht verzichtet werden soll insbesondere auf die einzelbetriebliche Förderung mit Steuererleichterungen für neu angesiedelte Unternehmen in strukturschwachen Regionen (sog. Bonny-Beschluss). Die kantonalen Volkswirtschaftsdirektoren hiessen die in ihrem Sinn abgeänderte Version Ende Juni gut, und der Bundesrat präsentierte im November seine **Botschaft für eine neue Regionalpolitik**. Seiner Ansicht nach geht es dabei um eine Konzentration auf das Kernanliegen „Verbesserung der Wettbewerbsfähigkeit“ der Regionen. Der interregionale Ausgleich sei hingegen infolge der Neuregelung des Finanzausgleichs (NFA) und den Beschlüssen über die Grundversorgungspolitik des Bundes in den Hintergrund gerückt. Im Zentrum der neuen Regionalpolitik soll die Förderung von Programmen, Initiativen und Netzwerken stehen, welche die Innovationskraft und Wettbewerbsfähigkeit der Regionen und ihrer Unternehmen stärken. Mehr Wert als bisher soll auch auf die Koordination mit den einzelnen Politikbereichen (z.B. Verkehrspolitik) sowie auf die Ausbildung von Fachleuten für das Management und die Evaluation der Regionalpolitik gelegt werden. In den Genuss der Förderungsmassnahmen sollen die Bergregionen, die übrigen ländlichen Gebiete sowie nahe an der Landesgrenze gelegene Zonen kommen. Städtische Agglomerationen in Grenzzonen (Basel, Genf) sind davon aber explizit ausgenommen, da diese wirtschaftlich nicht darauf angewiesen seien resp. von anderen Instrumenten (z.B. Unterstützung für Verkehrsprojekte) profitieren könnten. Innerhalb der Förderregionen sollen vorab diejenigen Gebiete zum Zuge kommen, deren Wettbewerbskraft mit den Massnahmen am meisten gestärkt werden kann. Konkret heisst dies, dass sich die Hilfe auf regionale Zentren konzentriert und entlegene Bergtäler kaum mehr direkt berücksichtigt werden. Für deren Schicksal sollen zukünftig in erster Linie die Kantone verantwortlich sein.

Für die Realisierung dieser neuen Politik schlug der Bundesrat ein **neues Bundesgesetz** vor, das diejenigen bisherigen Instrumente, deren Beibehaltung sinnvoll erscheint, zusammenfasst und zum Teil mit neuen Zielsetzungen ausstattet. Dieses neue Gesetz soll zeitlich beschränkt sein, seine finanzielle Ausstattung wird über Mehrjahresprogramme geregelt. In diesem Zusammenhang wird auch eine begriffliche Neuerung eingeführt: Der Fonds für Investitionshilfe in Berggebieten wird in **Fonds für Regionalentwicklung** umbenannt. Er soll vom Bund mit jährlich etwa CHF 30 Mio. alimentiert werden; dazu fliessen noch etwa CHF 40 Mio. Rückzahlungen von Darlehen aus dem bisherigen Investitionshilfefonds. Die Kosten der im Rahmen des Bonny-Beschlusses gewährten Erleichterungen bei der Bundessteuer wurden auf rund CHF 20 Mio. pro Jahr geschätzt.<sup>19</sup>

Das **Standortmarketing für die Schweiz** wird vom Bund weiterhin unterstützt. Das Parlament genehmigte das Bundesgesetz zur „Förderung der Information über den Unternehmensstandort Schweiz“. Der Ständerat war als Erstrat mit dem Konzept einverstanden, kürzte aber die Geltungsdauer von zehn auf sechs Jahre und nahm die Bestimmung auf, dass das federführende Seco bereits nach drei Jahren, statt wie vom Bundesrat vorgeschlagen nach vier, eine Evaluation durchführen muss. Im Nationalrat stellten die Kommissionsmitglieder der SVP erfolglos einen Antrag auf Nichteintreten, da erstens die Vielfalt der Organisationen, die sich mit der Werbung für die Schweiz befassen, bereinigt werden müsse, und zweitens die beste Standortwerbung die Schaffung von wirtschaftsfreundlichen Rahmenbedingungen sei. Die Grünen hatten diesen Nichteintretensantrag unterstützt, da für sie das Projekt kein ökologisch nachhaltiges Wachstum fördere. In der Detailberatung unterlagen Anträge der Kommissionsmitglieder der SP und der GP, die Anwerbung auf nachhaltig resp. sozial produzierende Unternehmen zu beschränken, und zudem in einem Grundsatzkonzept festzuhalten, welche Branchen und Firmen in der Schweiz überhaupt erwünscht seien. Nach diesen Abstimmungsniederlagen beteiligte sich die SP nicht an der GesamtAbstimmung und das Vorhaben scheiterte mit 54 zu 64 Stimmen bei 35 Enthaltungen. Da der Ständerat auf seiner Version beharrt hatte, aber mit der Einfügung des Begriffs „nachhaltige Entwicklung“ in den Zweckartikel den Anliegen der Linken etwas entgegen gekommen war, musste der Nationalrat ein zweites Mal darauf eintreten. Da nun auch die SP zustimmte, passierte die Vorlage diesmal auch die GesamtAbstimmung und wurde von beiden Räten in der Schlussabstimmung gutgeheissen.<sup>20</sup>

**OBJET DU CONSEIL FÉDÉRAL**

DATE: 06.10.2006

HANS HIRTER

Das Parlament befasste sich im Berichtsjahr mit der vom Bundesrat vorgeschlagenen **neuen Regionalpolitik**. Als Erstrat musste der Ständerat in der Frühjahrsession zur Kenntnis nehmen, dass seine vorberatende Kommission nicht in der Lage gewesen war, das Ende 2005 vom Bundesrat vorgelegte Paket vollständig zu beraten. Er hiess deshalb zuerst einmal, als Übergangslösung bis zur Inkraftsetzung des neuen Gesetzes, die Verlängerung der Geltungsdauer für die bestehenden Instrumente gut. Der Nationalrat folgte ihm in der Sommersession. Im Einzelnen handelte es sich dabei um folgende Programme: Interreg III der EU, Unterstützung des Strukturwandels im ländlichen Raum, Unterstützung von Investitionsvorhaben und überbetriebliche Investitionen in wirtschaftlichen Erneuerungsgebieten sowie Massnahmen zugunsten von wirtschaftlichen Erneuerungsgebieten.<sup>21</sup>

**MOTION**

DATE: 15.09.2009

HANS HIRTER

Der Nationalrat überwies gegen den Antrag des Bundesrates eine Motion der Grünen zugunsten von **industriepolitischen Massnahmen**. Der Vorstoss verlangt, dass neue Unternehmungen im Bereich der Produktion von erneuerbaren Energien oder energiesparenden Anlagen günstigere Finanzierungsinstrumente erhalten.<sup>22</sup>

**RAPPORT**

DATE: 24.03.2010

SUZANNE SCHÄR

Im März veröffentlichte der Bundesrat in Erfüllung eines 2006 im Nationalrat eingereichten Postulats von Jean-Noël Rey (sp, VS) den **Bericht „Cluster in der Wirtschaftsförderung“**. Darin kam er zum Schluss, dass die Schweiz mit Eigeninitiativen der Wirtschaft sowie Netzwerken, die v.a. im Rahmen der kantonalen Wirtschaftsförderung entstanden sind, über gut aufgestellte Cluster verfügt und somit kein Bedarf für eine eigentliche Clusterpolitik auf Bundesebene besteht. Seines Erachtens beförderten die wirtschafts- und innovationsfreundlichen Rahmenbedingungen, wie sie durch die bestehenden Sektorpolitiken des Bundes gewährleistet werden, die Wirksamkeit der bestehenden Clusterlandschaft und die Bildung nötiger neuer Netzwerke genügend.<sup>23</sup>

**MOTION**

DATE: 29.09.2010

SUZANNE SCHÄR

Die Motion der Grünen Fraktion **„Förderung ökologischer und innovativer Wirtschaftsinitiativen“**, die der Nationalrat gegen den Willen des Bundesrats im Rahmen der ausserordentlichen Session zu Konjunktur und Arbeitslosigkeit im Herbst 2009 überwiesen hatte, wurde im Herbst 2010 vom Ständerat abgelehnt. Die Mehrheit der kleinen Kammer teilte die Einschätzung des Bundesrats, dass eine breite und umfassende Förderung ökologischer Innovationen bereits mit dem bestehenden Instrumentarium erreicht wird.<sup>24</sup>

**POSTULAT**

DATE: 21.03.2014

DAVID ZUMBACH

Im März 2014 überwies der Nationalrat diskussionslos ein Postulat Derder (fdp, VD), das auf eine bessere **Entwicklung innovativer Jungunternehmen** abzielt. Der Bundesrat hat einen Bericht vorzulegen, der untersucht, weshalb es in der Schweiz kaum wachstumsstarke Startup-Unternehmen gibt. Zudem hat er zu evaluieren, ob und wie Unterstützungsprogramme, wie sie andere OECD-Ländern kennen, zur Förderung von Schweizer Jungunternehmen beitragen können. Der Bundesrat unterstützte das Postulat und beabsichtigte die im 2012 veröffentlichten Bericht über das Risikokapital in der Schweiz enthaltenen Analysen von rasch wachsenden, jungen Unternehmen weiter zu vertiefen.<sup>25</sup>

**POSTULAT**

DATE: 29.03.2017

GUILLAUME ZUMOFEN

A la suite de l'acceptation d'un postulat Derder (fdp/plr, VD), le Conseil fédéral s'est penché sur la **situation des start-up** en Suisse. L'objectif du rapport était d'identifier des améliorations potentielles des conditions-cadres pour les jeunes entreprises helvétiques. Au final, le Conseil fédéral conclut que la politique structurelle actuelle est suffisante, qu'un programme de financement public n'est pas opportun et que la Suisse devra constamment adapter sa politique structurelle pour répondre aux défis économiques et aux évolutions technologiques futures. Pour appuyer cette position, le Conseil fédéral souligne que le marché du capital-risque en Suisse est dynamique et ouvert, que des offres de financements privés ou cantonaux existent et que la Commission pour la technologie et l'innovation (CTI) soutient les jeunes entrepreneurs. En conclusion, il affirme que la Suisse offre déjà un environnement entrepreneurial propice. En outre, il précise que le relativement faible taux de création d'entreprises, en comparaison internationale, s'explique par un taux de chômage bas, un taux d'activité élevé et des perspectives salariales radieuses dans de nombreux domaines.<sup>26</sup>

**POSTULAT**  
DATE: 15.12.2017  
GUILLAUME ZUMOFEN

## Droit des sociétés

Isabelle Chevalley (pvl, VD) estime que de nombreuses réglementations suisses freinent les investissements de PME helvétiques sur le continent africain. Elle cite notamment l'accès au financement bancaire ou les réglementations de la FINMA comme frein aux investissements. Elle demande donc, par l'intermédiaire d'un postulat, un **rapport sur l'impact des réglementations suisses sur les investissements d'entreprises suisses en Afrique**. Le Conseil fédéral s'est montré favorable à l'élaboration d'un rapport. Le postulat a été adopté tacitement.<sup>27</sup>

**MOTION**  
DATE: 01.01.2014  
DAVID ZUMBACH

## Ordre économique

In der Sommersession 2014 versenkte der Ständerat eine Motion der Kommission für Wirtschaft und Abgaben des Nationalrats (WAK-NR), die über die **Einführung von gesetzlichen Ordnungsfristen** auf eine Entlastung der Unternehmen im Bereich der Bewilligungsverfahren abzielte. Der Nationalrat hatte dem Vorstoss im März mit 117 zu 53 Stimmen zugestimmt. Die kleine Kammer folgte damit dem Bundesrat und der eigenen Kommission für Wirtschaft und Abgaben (WAK-SR), die beide das Motionsanliegen durch die Verordnung über Grundsätze und Ordnungsfristen für Bewilligungsverfahren, die am 1. September 2011 in Kraft getreten war, als "weitgehend erfüllt" betrachteten. Die genannte Verordnung kennt drei Kategorien von Verhandlungsfristen für Bewilligungsverfahren: Behandlung innert 10 Tagen bei einfachen Fällen, innert 40 Tagen bei mässig aufwendigen Fällen und innert eines der gesuchstellenden Person brieflich mitgeteilten Zeitraums bei sehr komplexen Fällen.<sup>28</sup>

**MOTION**  
DATE: 03.12.2015  
NICO DÜRRENMATT

## Crédit et monnaie

### Assurances

Mittels einer Motion Lehmann (cvp, BS) sollte eine **Änderung der Anlagerichtlinien der Finma** angestossen werden, die es Versicherern in Zukunft erlauben sollte, in Infrastruktur von Alters- und Pflegeheimen zu investieren. Bis anhin waren solche Investitionen aus Gründen mangelnder Rendite und fehlender objektiver Bewertungsgrundlagen für Versicherungsgesellschaften nicht zulässig. Der Motionär verwies in der Begründung zum einen auf den erhöhten Bedarf an Pflegeplätzen, zum anderen auf die teils stark gestiegenen Immobilienpreise. Indem Versicherungen die Möglichkeit erhielten, auch in Alters- und Pflegeheime zu investieren, sollte diesen Entwicklungen Gegensteuer gegeben werden. Da Nationalrat Lehmann im Oktober 2015 die Wiederwahl in die grosse Kammer verpasste, wurde sein Antrag jedoch in der darauffolgenden Wintersession abgeschrieben.<sup>29</sup>

**POSTULAT**  
DATE: 22.03.2013  
LAURENT BERNHARD

## Infrastructure et environnement

### Energie

#### Politique énergétique

Suite à l'adoption d'un postulat Wasserfallen (plr, BE) par le Conseil national en mars, le Conseil fédéral a été chargé de proposer des mesures permettant de **promouvoir l'investissement dans l'efficacité énergétique des bâtiments sur le marché du logement**. Le dépositaire a fait valoir que le droit du bail en vigueur n'incitait guère à de tels investissements.<sup>30</sup>

## Réseau et distribution

**ACTE ADMINISTRATIF**  
DATE: 23.01.2012  
LAURENT BERNHARD

La deuxième étape de la **libéralisation du marché de l'électricité**, initialement prévue pour 2013, a encore été retardée durant l'année sous revue. Les travaux préparatoires, interrompus en raison de la nouvelle donne énergétique, ont néanmoins repris au sein de l'Office fédéral de l'énergie (OFEN). Selon le calendrier remanié, la révision de la loi sur l'approvisionnement en énergie (LApEI) devrait être mise en consultation au cours de l'année 2013.<sup>31</sup>

**POSTULAT**  
DATE: 26.09.2013  
LAURENT BERNHARD

Le Conseil national a adopté en septembre un postulat Grossen (pvl, BE) portant sur la **sécurité des investissements dans le secteur de l'électricité**. Par cette décision, le Conseil fédéral a été chargé d'examiner si des conditions-cadres contraignantes (telles que des normes pour les applications «smart-grid») devaient être mises en place afin d'assurer le développement des réseaux électriques.<sup>32</sup>

**ACTE ADMINISTRATIF**  
DATE: 25.11.2013  
LAURENT BERNHARD

Le Conseil fédéral n'a toujours pas lancé la deuxième étape de la **libéralisation du marché de l'électricité**. Les petits consommateurs (consommation annuelle inférieure à 100 MWh) devront donc patienter avant de pouvoir bénéficier des prix de marché qui s'affichent en nette baisse en ce moment. C'est précisément pour cette raison que de nombreux grands consommateurs ont fait le choix de quitter l'approvisionnement de base au cours de l'année sous revue. Selon une enquête menée par l'EICom, 27% des consommateurs finaux disposant du droit de libre accès au réseau seront sur le marché libre en 2014, ce qui correspond à 47% de la quantité d'électricité fournie aux grands consommateurs. Ces deux indicateurs ont quasiment doublé par rapport à 2013.<sup>33</sup>

**POSTULAT**  
DATE: 08.12.2016  
NIKLAUS BIERI

Mit der Annahme des Entwurfs zum Um- und Ausbau der Stromnetze genehmigte der Ständerat im Dezember 2016 auch die Abschreibung des Postulates Grossen (glp, BE) zur **Investitionssicherheit für Stromversorger**.

## Energies alternatives

**AUTRE**  
DATE: 30.08.2008  
NICOLAS FREYMOND

Selon l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG), **de plus en plus de paysans investissent dans les énergies renouvelables**, notamment en recourant aux crédits d'investissements que l'office accorde au titre des améliorations structurelles. Sur les huit premiers mois de l'année, l'OFAG a enregistré une centaine de demandes pour ce type de prêts sans intérêts et remboursables. L'énergie photovoltaïque est la plus prisée et représente déjà un montant de 11 millions de francs de prêts, mais la Confédération soutient également les installations éoliennes, hydrauliques et de biogaz.<sup>34</sup>

**MOTION**  
DATE: 11.06.2009  
NICOLAS FREYMOND

Le Conseil des Etats s'est déclaré favorable à la **création d'un fonds solaire** en approuvant, par 20 voix contre 13, une motion Simonetta Sommaruga (ps, BE) chargeant le Conseil fédéral de présenter un projet comportant un fonds d'un milliard de francs pour promouvoir et soutenir l'installation de capteurs solaires thermiques. Limité à fin 2012, ce fonds serait alimenté par la Confédération (pour 2/3) et par les entreprises électriques (1/3). Le Conseil national a quant à lui rejeté tacitement une motion Ineichen (plr, LU) au contenu identique.<sup>35</sup>

**MOTION**  
DATE: 14.12.2012  
LAURENT BERNHARD

Lors de la session d'hiver, le Conseil national s'est prononcé à l'unanimité en faveur d'**une motion** de sa commission de l'environnement, **de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-CN) au sujet d'un aménagement de la rétribution à prix coûtant du courant injecté (RPC)**. Le texte préconise la création de deux catégories d'installations ayant droit à cet instrument, en particulier les installations photovoltaïques. La motion prévoit que les petites installations d'une puissance inférieure à 10 kilowatt reçoivent des aides aux investissements et que celles qui dépassant ce seuil aient droit à la RPC durant une période réduite de dix à quinze ans et éventuellement à des aides aux investissements.<sup>36</sup>

## MOTION

DATE: 22.07.2013  
LAURENT BERNHARD

Le 20 juillet, un projet de **géothermie** basé à Saint-Gall a causé un tremblement de terre d'une magnitude de 3,6 sur l'échelle de Richter. Les travaux de forage ont été temporairement interrompus. Ce séisme a semé le doute quant à l'avenir de la géothermie en Suisse. Malgré cet événement et contre l'avis du Conseil fédéral, le Conseil national a adopté durant la session d'été une motion rédigée par le groupe libéral-radical visant à mettre en place des conditions incitatives à l'investissement dans la géothermie profonde. Le texte prévoit que la Confédération crée un groupe de travail, lance une offensive de communication, génère des financements de départ remboursables en faveur de projets pilotes, étende la garantie contre les risques d'exploitabilité, fixe les règles juridiques relatives à l'exploration et la sécurisation des sites, établisse des procédures d'autorisation uniformisées et accélérées, soutienne les cantons et les communes dans le choix des sites et participe de manière active aux projets de recherche à l'échelle internationale. Le Conseil des Etat ne s'est pas encore prononcé sur cet objet.<sup>37</sup>

## Politique sociale

### Assurances sociales

#### Prévoyance professionnelle

Eine Motion Graber (cvp, LU) fordert die Ermöglichung von Langfristanlagen von Pensionskassen in zukunftssträchtige Technologien und die Schaffung eines **Zukunftsfonds Schweiz**. Um die Investitionen in entsprechende Werte zu ermöglichen, solle der Bundesrat Änderungen in Gesetzen und Verordnungen vornehmen; der Fonds solle privatwirtschaftlich geführt werden und auf Wunsch der Pensionskassen die Betreuung der Anlagen übernehmen. Zwar würden die Schweizerinnen und Schweizer insbesondere in den Pensionskassen hohe Beträge ansparen, jedoch werde das Kapital aufgrund der geltenden Sicherheitsvorschriften und weil professionelle Intermediäre fehlten, primär in Staatsschulden und ähnliche Papiere investiert, welche nicht zum Wachstum beitragen. Sinnvoller sei es jedoch, in den technologischen Fortschritt zu investieren, um künftigen Generationen einen hohen Lebensstandard zu ermöglichen, so die Begründung. Der Zukunftsfonds Schweiz solle dabei die wichtige Rolle des Intermediärs übernehmen. Im Ständerat wurden in der Frühlingssession von linker Seite Bedenken laut. Man opponiere nicht, jedoch müsse der Bundesrat das Anliegen im Falle einer Annahme erneut gründlich prüfen. Die Pensionskassen hätten gegenwärtig bereits die Möglichkeit, in Risikokapital zu investieren, ihre primäre Funktion sei jedoch die sichere Anlage der Altersguthaben. Auch sei der Bedarf nach weiterem «Venture Capital» ökonomisch umstritten. In Einklang mit dem Antrag des Bundesrates nahm die kleine Kammer die Motion einstimmig an. In der Herbstsession gelangte das Geschäft in den Nationalrat, wo trotz geteilter Meinungen in der Kommission keine Gegenargumente vorgebracht und der Vorstoss stillschweigend angenommen wurde.<sup>38</sup>

1) AB NR, 1999, S. 2314 ; AB NR, 1999, S.1686 ff. ; AB SR, 1999, S. 577 ff. ; AB SR, 1999, S. 955 ; BBI, 1999, S.8709 f. ; BBI, 2000, S.1683 f.

2) AB NR, 2006, S. 1147f. ; AB NR, 2006, S. 943 ff. ; AB SR, 2006, S. 32 f. ; AB SR, 2006, S. 619 ; BBI, 2006, S. 5863f.

3) Presse du 25.10.02.

4) Presse du 9.12.03.

5) FF, 2008, p. 903 ss.

6) FF, 2008, p. 921 ss.

7) FF, 2012, p. 675ss., 907ss., 3601s., 3935.; BO CN, 2012, p. 64ss.; BO CE, 2012, p. 115ss.

8) FF, 2012, p. 675ss., 907ss., 3601s., 3731; BO CN, 2012, p. 64ss.; BO CE, 2012, p. 115ss.

9) FF, 2006, p. 8023 ss.; BO CE, 2006, p. 1168 ss.

10) BO CN, 2007, p. 836 ss.

11) AZ, LZ, 1.3.17

12) Amtl. Bull. NR, 1999, S. 2671

13) AB NR, 2000, S. 440 ff.; AB SR, 2000, S. 711 ff. und 653 f.; AB NR, 2000, S. 768.; AB SR, 2000, S. 266 ff.; Presse vom 24.8.00.; AB NR, 2000, S. 1603.

14) BBI, 2000, S. 5655 ff.; AB SR, 2000, S. 859 ff.; SGT, 26.5.00; NZZ, 6.6.00.

15) AB NR, 2001, S. 2 ff. resp. 5 f.; BaZ, 3.3.01.; Bund und NZZ, 12.9.01.

16) AB NR, 2003, II, Beilagen, S. 335 ff. sowie V, Beilagen, S. 382 ff.; SGT, 26.2.03; NZZ, 12.4.03; Lit. Brugger.; AB SR, 2003, S. 93 ff.; AB NR, 2003, IV, Beilagen, S. 339 f.; AB SR, 2003, S. 662 f.

17) BBI, 2004, S. 7235 ff.; TA, 18.8.04.

18) Presse vom 29.4.04; LT, 1.9.04; Lib. und LT, 11.12.04.

19) BaZ und TA, 1.7.05; NZZ, 18.8.05.; BBI, 2006, S. 231 ff.; Presse vom 17.11.05. Siehe auch die Antworten des BR auf die Interpellationen Hassler (svp, GR) und Rey (sp, VS) vor der Publikation der Botschaft (AB NR, 2005, Beilagen II, S. 430 und 465 f.).

20) AB SR, 2005, S. 487 ff., 813 ff., 1045 und 1221; AB NR, 2005, S. 1304 ff., 1607 ff. und 2000; BBI, 2005, S. 7465 f.; AB NR, 2005, Beilagen I, S. 298 f.

21) AB SR, 2006, S. 32 f. und 619; AB NR, 2006, S. 943 ff. und 1147; BBI, 2006, S. 5863 f., 5865 f., 5867 f. und 8863.

22) AB NR, 2009, S. 1547.

23) Der Bundesrat, Cluster in der Wirtschaftsförderung, Bern 2010, S. 4, 20, 26 f., 45

- 24) AB NR, Herbstsession, Beilagen, 2009, S. 443 f.; AB SR, 2010, S. 948 ff.
- 25) AB NR, 2014, S. 541
- 26) Communiqué de presse; Rapport CF du 29.3.17
- 27) BO CN, 2017, p.2189
- 28) AB NR, 2014, S. 461 f.; AB SR, 2014, S. 577 f.
- 29) BaZ, 19.10.15
- 30) BO CN, 2013, p. 512.
- 31) NZZ, 23.1.13.
- 32) BO CN, 2013, p. 1728 s.
- 33) Communiqué de l'EICom 25.11.13; NZZ, 26.11.13.
- 34) LT, 30.8.08.
- 35) BO CE, 2009, p. 679 ss.; Bund, 27.3.09.; BO CN, 2009, p. 1285 (Ineichen, Mo. 09.3303)
- 36) BO CN, 2012, p. 2236 ss.
- 37) BO CN, 2013, p. 955 s.; Presse du 22.7.13.
- 38) AB NR, 2014, S. 1436 f.; AB SR, 2014, S. 320 f.